

Deuxième chambre

La demande d'avis, introduite le 3 avril 2017 par la Ministre de l'Éducation de la Communauté française, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 'fixant les vacances et congés dans l'enseignement fondamental et secondaire pour l'année scolaire 2018-2019', a été rayée du rôle le 6 avril 2017, conformément à l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973.